

Renouvellements sociologiques et renouveaux culturels au pays bas-normand de 1947 à 1989 : rupture et permanences au sein des élites d'une société savante de province

Beuchet Sébastien

▶ **To cite this version:**

Beuchet Sébastien. Renouvellements sociologiques et renouveaux culturels au pays bas-normand de 1947 à 1989 : rupture et permanences au sein des élites d'une société savante de province. 2020. halshs-02932266

HAL Id: halshs-02932266
https://shs.hal.science/halshs-02932266

Preprint submitted on 7 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RENOUVELLEMENTS SOCIOLOGIQUES ET RENOUVEAUX CULTURELS AU PAYS BAS-NORMAND DE 1947 A 1989 : RUPTURES ET PERMANENCES AU SEIN DES ÉLITES D'UNE SOCIÉTÉ SAVANTE DE PROVINCE.

Sébastien Beuchet

Correspondant de l'IHTP pour le département de l'Orne

Lieux de médiation culturelle et structures de domination intellectuelle, les sociétés savantes sont des espaces d'investigation privilégiés pour une étude sociohistorique des élites culturelles locales. Si Jean-Pierre Chaline[1] a mis en lumière cette sociabilité érudite de province jusqu'en 1939, force est de constater que les recherches après cette date se font plus rares. Il nous a donc semblé opportun de nous pencher sur l'évolution des élites d'une société savante de province dans la seconde moitié du XX^{e} siècle.

La société d'art et d'histoire du Pays Bas-Normand (PBN) est fondée en 1908 par Auguste Lelièvre (1822-1913)[2], négociant industriel et élu flérien. Elle naît de la volonté de notables du Bocage ornais recrutés dans les rangs de la bourgeoisie désirant s'approprier le mode de domination intellectuelle des anciennes élites dans l'espace social local[3].

Après une période de difficultés, le PBN connaît un renouveau en 1945 mais sans modifier son recrutement et ses pratiques. Une mutation d'envergure, tant sociologique que culturelle, s'opère au tournant des années 1970 avec l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération. Pourtant, en 1989, si la société savante est profondément renouvelée par ses nouvelles élites, elle n'en demeure pas moins marquée par de nombreuses permanences. Doit-on pourtant voir ces évolutions majeures, au prisme de ce microcosme provincial, comme le reflet des mutations socioculturelles de la France dans la seconde moitié du XX^{e} siècle ?

Le Pays Bas-Normand, une société savante aux mains d'élites conservatrices

Dirigé par des notables conservateurs marqués par la sociabilité érudite du XIX^{e} siècle, le PBN a peu évolué depuis sa création et reste à l'écart des bouleversements des Trente Glorieuses.

D'ailleurs, la Seconde Guerre mondiale ne constitue pas une rupture pour la société savante qui échappe aux reclassements qui touchent les élites politiques à la Libération. Marginales parmi les membres,

[1] Chaline J.-P., *Sociabilité et érudition. Les sociétés savantes en France*, Paris, CTHS, 1995.
[2] Ruppé J.-C., « Le Pays Bas-Normand et ses historiens. Introduction à l'histoire du Bocage ornais », *Le Pays Bas-Normand*, n° 212, 1993, p. 8.
[3] Dubois V., « Elites cultivées et pouvoir local à Lyon à la fin du XIX^{e} siècle » *in* Dumons B. et Pollet G., *Elites et pouvoirs locaux*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1999, p. 259.

les condamnations par les tribunaux d'épuration n'entraînent pas l'exclusion de la société. Maurice Duguey (1885-1976), industriel membre du PBN depuis les années 1930, pétainiste convaincu, est nommé par Vichy maire de Flers en juin 1943. Destitué en août 1944, il est inquiété pour avoir cotisé à un parti de collaboration et frappé d'inéligibilité. Il reste pourtant adhérent du PBN puis est élu au CA en 1953 aux côtés d'un ancien membre du Comité Départemental de Libération, de la femme d'un résistant déporté et d'un ancien juré de la Haute-Cour de Justice et cela sans susciter la moindre tension au sein du bureau.

Les membres décisionnaires dans l'entre-deux-guerres restent aux commandes de la société jusqu'à la fin des années 1960. Les seuls changements sont imputables aux décès de dignitaires appartenant à la génération fondatrice. Sur les huit membres du bureau qui siègent en 1947, trois ont été élus avant 1939 et tous sont des adhérents du PBN parrainés par les membres fondateurs dans les années 1930. Ce sont aussi des sociétaires actifs qui publient régulièrement dans la revue avant-guerre. Jusqu'au début des années 1970, les individus qui rejoignent le cercle restreint des décisionnaires ont côtoyé la première génération du PBN ou entretiennent avec cette dernière des liens familiaux. En 1954, parmi les nouveaux élus au bureau ; Maurice Duguey, fils de l'industriel Auguste Duguey qui figure parmi les premiers adhérents de la société, ou encore Robert Cousin (1889-1966), marié à la nièce d'Edouard de Marcère, président du PBN de 1914 à 1943. En 1970, 77 % des élus étaient encore liés à la société savante avant 1939, soit par l'ancienneté de leur adhésion soit par leurs relations de parenté ou professionnelles avec des membres actifs du PBN dans l'entre-deux-guerres. Ainsi, jusqu'au début des années 1970, hormis à de rares exceptions, les dirigeants de la société appartiennent aux élites sociales, politiques et culturelles d'avant-guerre ou en sont les « héritiers », au sens propre comme au sens figuré.

La société savante recrute largement dans les rangs de la bourgeoisie majoritairement urbaine et dans une moindre mesure dans ceux de l'ancienne noblesse.

Ce sont les professions libérales qui dominent le CA de la société jusqu'au début des années 1970. De 1947 à 1953, la moitié des membres du bureau en sont issus. En 1971, ils représentent encore un tiers des élus. C'est dans le monde du barreau et du notariat (juristes, avocats, notaires) et le monde médical (médecins, pharmaciens) qu'ils sont recrutés et ce sont eux qui assument les fonctions les plus importantes. De 1943 à 1955, la présidence est assurée par René Leroy (1883-1955), médecin à Neuilly-sur-Seine originaire de Flers. Gabriel Hubert (1889-1959), pharmacien, est secrétaire général de 1937 jusqu'à sa mort en 1959. « Société savante à curiosités multiples »[4], le PBN est aussi lié depuis ses origines à la bourgeoisie industrielle et marchande et ce jusqu'au début des années 1970. Son fondateur, Auguste Lelièvre, s'enrichit dans le négoce de produits de teinture avant d'être élu à la chambre de commerce de Flers en 1887. Dans l'entre-deux-guerres, les industriels du Bocage adhèrent déjà à la société. Élu au bureau jusqu'en 1973, Maurice Duguey, patron des Tissages de Flers, incarne ce monde des industriels. Représentés dès les origines parmi les sociétaires (16,7 % en 1908), les professionnels de l'éducation et de la culture investissent

[4] Chaline J.-P., *op. cit*. p. 178.

davantage la direction du PBN à partir des années 1950. En revanche, après 1945, si les nobles sont encore présents parmi les élus au CA (25 % en 1947), leur nombre décline dans les années 1960 et surtout 1970.



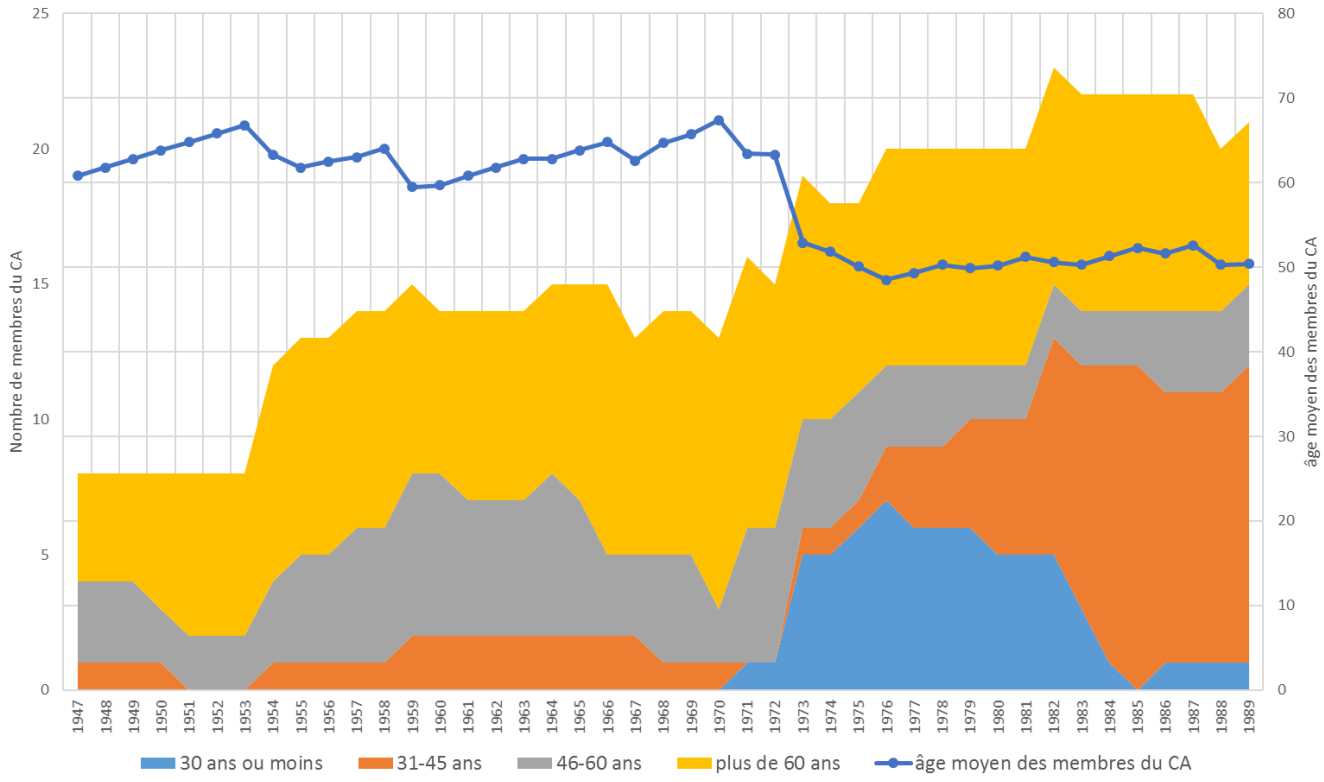
Auguste Lelièvre (1822-1913), fondateur du PBN.



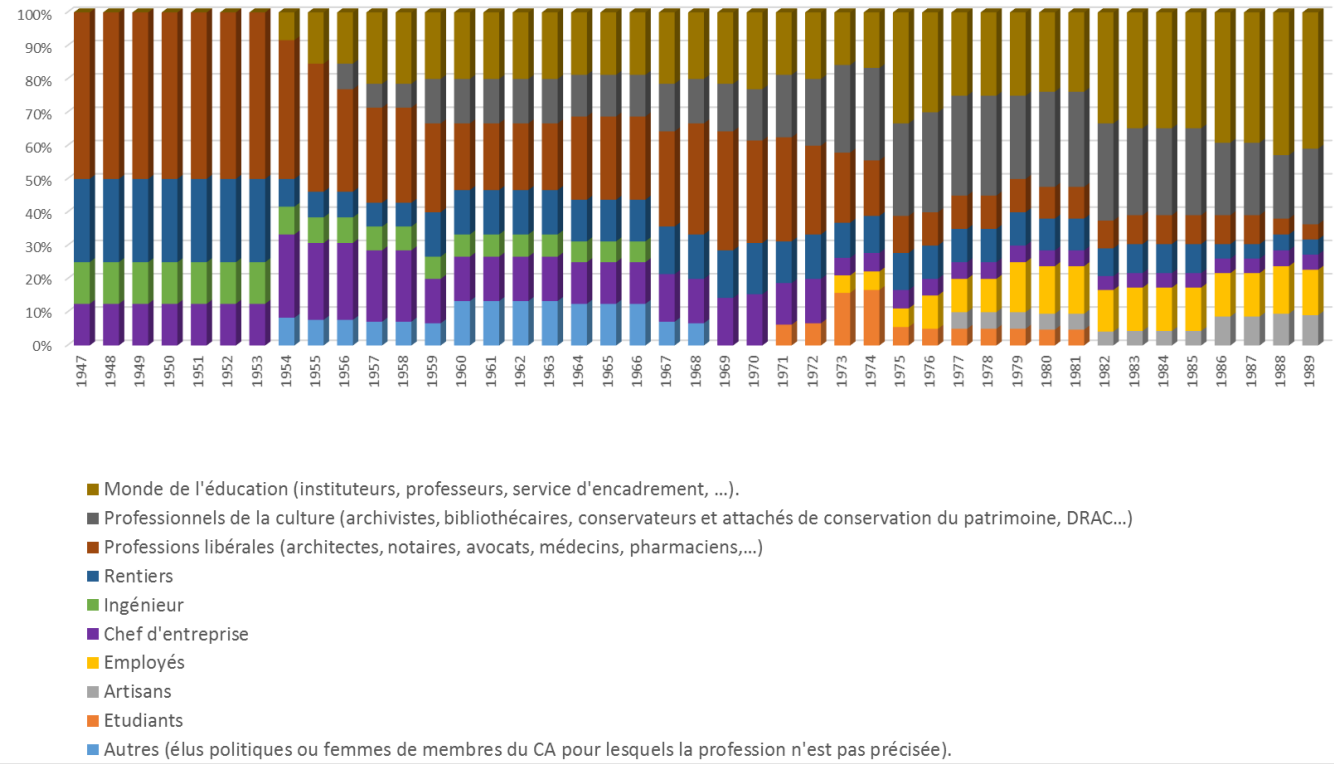
Premier bulletin de la société savante du PBN (janvier-mars 1908).

Les catégories socioprofessionnelles les plus modestes (ouvriers, agriculteurs, employés, …) fréquentent peu la société par manque d'instruction, de temps libre ou en raison de leur infériorité sociale qui les prive d'un accès à ces cercles de sociabilités bourgeoises. La présence des femmes est également marginale. En 1935, elles ne représentent que 6,5 % des adhérents du PBN. Après 1945, leur nombre augmente et elles font une entrée timide dans le milieu dirigeant. En 1959, les femmes représentent 13 % des élus. En revanche, cette présence au CA est avant tout « fonctionnelle » car elles jouent un rôle de représentation en tant que « femme de » telle ou telle personnalité politique du Bocage. C'est aussi à travers elles que survit la mémoire honorifique des membres éminents après leur mort.

Evolution des classes d'âge et de l'âge moyen des membres du Conseil d'Administration de la société historique du Pays Bas-Normand de 1947 à 1989.



Evolution des catégories socioprofessionnelles des membres du Conseil d'administration de la société historique du Pays Bas-Normand de 1947 à 1989.



Jusqu'au début des années 1970, force est de constater l'âge avancé de ces élites. Les plus de 60 ans représentent 76 % des membres du CA en 1970. Les moins de 45 ans demeurent très minoritaires jusqu'au début des années 1970 et aucun élu n'a moins de 30 ans. La moyenne d'âge des membres du bureau ne

descend que rarement sous la barre des 60 ans et atteint même un maximum de 67,4 ans en 1970 tandis que l'âge moyen des adhérents n'est que de 47 ans en 1968. L'admission au sein des cercles décisionnaires est d'ailleurs tardive. Les nouveaux élus entre 1947 et 1968 ont en moyenne 54 ans. On accède généralement au CA après une vie professionnelle et/ou politique active et la plupart des membres s'y maintiennent jusqu'à leur mort.

La majorité des élus du PBN ont un niveau d'instruction élevé même si la formation universitaire initiale ne correspond que rarement à leur production intellectuelle au sein de la société savante. En 1970, sur les treize élus du bureau, trois seulement ont suivi une formation spécialisée en sciences humaines. Ils deviennent néanmoins des spécialistes reconnus dans les cercles d'érudition comme l'atteste leur désignation comme membres de bon nombre de commissions historiques et archéologiques. Leur relative aisance financière caractérise aussi ces élus dont certaines libéralités font vivre la société qui les accueille. Parmi eux, les présidents successifs généralement fortunés financent en partie la publication de la revue.

Les dirigeants de la société savante cultivent des liens étroits avec les élites politiques du Bocage ornais et s'inscrivent ainsi dans la tradition du PBN qui bénéficie dès sa création du parrainage du maire de Flers et conseiller général, Julien Salles. Cette présence directe ou indirecte des élus reste forte au sein de la société dans les années 1950-1960. En 1959, quatre personnalités politiques locales siègent directement au bureau. Parmi elles, Robert Cousin, conseiller général et maire de Bagnoles-de-l'Orne, ou encore Emile Halbout (1905-1997), maire de La Lande-Patry puis de Flers, conseiller général, vice-président du Conseil général et député de l'Orne de 1946 à 1973. À leurs côtés, deux femmes d'élus du Bocage ; Madeleine Rougeyron, femme du maire de Domfront de 1945 à 1959 ; Colette Deschamps, mariée à Jacques Roulleaux-Dugage, député en 1945-1946, conseiller général depuis 1945, vice-président de l'Assemblée de l'Union française de 1946 à 1958 et figure emblématique du mouvement des Républicains indépendants.

Jusqu'au début des années 1970, force est de constater que le PBN a peu évolué dans sa composition sociologique[5]. Le milieu des élites culturelles se confond avec celui des élites politiques et économiques et révèle ainsi que la culture savante reste encore l'apanage des notables. Ces permanences s'expriment aussi dans leurs pratiques de sociabilité érudites.

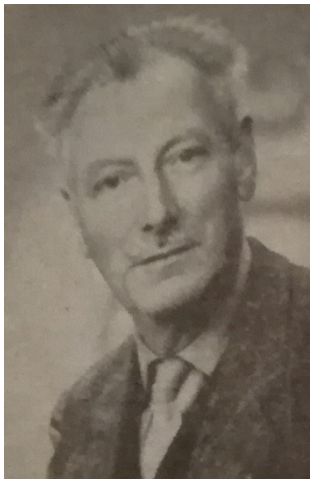
Le bureau de la société savante est un lieu de pouvoir jalousement tenu par une minorité. Le désir de conserver ce pouvoir se traduit par un recrutement très élitiste et stratégique. Un système de parrainage permet aux dirigeants de ne faire entrer dans la société que des individus issus de leur propre milieu socioculturel avec lesquels ils entretiennent des liens professionnels et/ou d'amitiés. Par ailleurs, des logiques territoriales entrent en jeu. Longtemps dominés par les notables flériens, le centre de gravité du PBN bascule vers le sud et l'est du Bocage ornais dans les années d'après-guerre sous l'impulsion des

[5] Chaline J.-P., *op. cit.*, p. 233.

secrétaires Gabriel Hubert et Jean Grandin (1922-1976). 71 % des entrants au CA de 1954 à 1968 sont originaires de ces espaces tandis que les Flériens ne représentent que 21 % des nouveaux membres.

Cette sociabilité érudite est aussi construite sur une forte culture de « l'entre soi »[6]. Les liens d'amitiés et les affinités professionnelles et politiques qui unissent ces élites s'expriment dans l'adhésion commune à la société savante. Jusqu'au début des années 1970, les rubriques « Nouvelles de la société » présentes dans chaque bulletin écrivent une histoire de soi de ce microcosme érudit. Les naissances, les mariages mais aussi les décès des sociétaires ou de leurs proches sont mentionnés. On y fait largement la publicité des distinctions honorifiques reçues par les membres (légion d'honneur, palmes académiques…). De surcroît, la commémoration régulière de la fondation de la société est un prétexte à l'écriture de l'histoire de ses élites passées et présentes.

Les pratiques de ces érudits se caractérisent aussi par des stratégies de pouvoir et des concurrences. Des liens de fidélités et d'obligations unissent les générations qui se succèdent jusque dans les années 1970.



Gabriel Hubert (1889-1959)

Gabriel Hubert, secrétaire général de 1937 à 1959 est un exemple éloquent. Il est admis dans le premier cercle dirigeant grâce aux parrainages du président Édouard de Marcère et de son successeur René Leroy (1883-1955) qui est élu à la tête de la société en 1943. Véritable animateur de la société par sa fonction de secrétaire général, Gabriel Hubert en est, dans les faits, le principal dirigeant. En 1954, il s'assure le contrôle du CA en cooptant des « amis » fidèles dont Jean Grandin qui devient son « protégé » et le seconde au secrétariat. C'est lui qui propose son ami, l'archiviste René Jouanne (1888-1987) à la fonction honorifique de président après le décès de René Leroy. A la mort de Gabriel Hubert en 1959, le secrétariat général échoit naturellement à Jean Grandin qui porte désormais la société. La consultation des correspondances privées révèle les animosités et les jeux d'influences qui s'exercent en coulisses surtout lors du décès de dirigeants et la désignation faussement élective des successeurs. Le choix du président de la société répond aussi à une stratégie collective. C'est rarement le dépositaire du pouvoir décisionnel qui hérite de cette fonction. Le « parfait » président est celui qui s'en remet au secrétaire général. Mais il doit avoir l'envergure intellectuelle lui permettant d'être reconnu dans les cercles d'érudition et, par conséquent, d'y entraîner dans son sillage

[6] Sagnes S., « Laisser une trace », *Socio-anthropologie,* n° 2, 2002, [En ligne] URL : http://socio-anthropologie.revues.org/152.

l'ensemble de la société. Le choix de René Jouanne à la fonction présidentielle par les secrétaires Gabriel Hubert et Jean Grandin sont le reflet de ces pratiques. En effet, René Jouanne, alençonnais d'origine, chartiste, archiviste-paléographe de l'Orne de 1914 à 1952, est une figure intellectuelle largement reconnue dans le monde érudit normand. Membre du comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS) en 1935, vice-président de la Société Historique et Archéologique de l'Orne de 1933 à 1943, il est aussi membre de nombreuses sociétés savantes et d'associations patrimoniales dont il assure parfois la présidence. Auteur prolifique, il alimente la revue de 18 articles entre 1946 et 1967 mais produit au total plus de 300 communications dans diverses revues scientifiques. Par ailleurs, sa notoriété est aussi sociale en tant que président du Conseil départemental de la Croix Rouge française de 1950 à 1969 et de l'Union française des associations combattantes de l'Orne. Figure emblématique de la vie culturelle alençonnaise, il dirige le syndicat d'initiative de 1937 à 1947. Reconnu pour ses nombreux engagements, il est décoré de la Légion d'honneur en 1962 et de la médaille de chevalier des Arts et Lettres en 1970.

Le conservatisme de ces élites savantes s'exprime aussi dans la ligne éditoriale du PBN qui reste fidèle jusqu'à la fin des années 1960 à celle des fondateurs. L'approche patrimoniale domine et fait la part belle aux articles très courts consacrés aux richesses et antiquités remarquables, aux monographies locales et aux personnages illustres du Bocage. L'histoire politique reste la grande absente, taboue et jugée sans intérêt. L'histoire contemporaine quant à elle se fait rare et s'aventure peu au-delà de la Révolution et de l'Empire.

Il convient maintenant de s'interroger sur la visibilité réelle de cette société et de ses dirigeants pendant les trois décennies de l'après-guerre, et sur la façon dont ces élites savantes perçoivent les politiques culturelles nationales comme les mutations sociales en cours.

Manifestement, la société savante reste imperméable aux politiques culturelles nationales dont on ne saisit nullement l'écho à la lecture des bulletins. La création du ministère des Affaires culturelles en 1959 reste un « non-événement » pour ces élites. Par ailleurs, loin de chercher à se démocratiser et de s'ouvrir aux nouvelles masses sociales qui émergent, la culture savante reste l'apanage de ces érudits locaux fonctionnant en vase clos et attachés à leur « pré-carré ».

Ces élites locales adoptent une attitude ambivalente vis-à-vis des institutions culturelles nationales et de leurs représentants. Elles se montrent généralement frileuses à l'égard des pouvoirs publics exprimant le rejet de ce qu'elles perçoivent comme un certain parisianisme intellectuel. Paradoxalement, ces érudits cherchent à défendre leurs prérogatives en devenant les représentants locaux de ces nouvelles institutions ou en usant des nouveaux lieux de médiation culturelle comme les Maisons de la Jeunesse et de la Culture. Attachés à leurs figures d'intellectuels locaux, ils n'apprécient guère l'intervention directe ou indirecte de professionnels de la culture dont ils dénoncent une certaine incompétence liée à la méconnaissance du terroir et de son histoire. Le directeur des archives, relais des politiques culturelles publiques à l'échelle locale, cristallise parfois ces oppositions. Cette relative indifférence de la société savante à l'égard de ces réseaux

culturels nationaux l'exclut de fait des nouvelles possibilités de subventionnement. En 1971, dans le cadre du fonds d'intervention culturelle, un comité départemental d'action culturelle, composé entre autres de fonctionnaires et de représentants des maisons des Jeunes, décide de financer une publication historique sur le Bocage ornais sans que les érudits de la société n'aient été sollicités.

En revanche, le PBN est intégré aux réseaux universitaires régionaux grâce aux relations privilégiées de ses dirigeants avec des professeurs de la faculté de Caen. Par exemple, Jean Grandin devient au début des années 1960 le correspondant ornais de Michel de Boüard, historien et archéologue doyen de l'université de Caen qui s'appuie sur un réseau d'érudits locaux pour assurer le recensement et la sauvegarde de vestiges archéologiques. Cette collaboration vaut à Jean Grandin d'être proposé par Michel de Boüard en 1965 comme correspondant départemental de la circonscription des Antiquités Historiques de Haute et de Basse-Normandie. Ce dernier publie également dans la revue du PBN aux côtés d'autres universitaires comme Lucien Musset. En retour, Jean Grandin est sollicité par Michel de Boüard pour alimenter la chronique archéologique des *Annales de Normandie*. Néanmoins, ces élites locales se montrent beaucoup moins ouvertes aux universitaires parisiens qu'ils perçoivent comme des concurrents illégitimes n'ayant pas une connaissance fine de l'histoire locale.

Ces élites culturelles alimentent les réseaux érudits régionaux et nationaux par le jeu des correspondances, les échanges de revues et leurs participations aux congrès des sociétés savantes. Le PBN se charge par exemple de l'accueil en 1959 à Domfront du Congrès de l'Association normande grâce à Gabriel Hubert qui en est un membre actif. La plupart des élus du CA assurent aussi la visibilité de la société savante par leur adhésion à d'autres groupements érudits locaux ou régionaux dans lesquels ils assument parfois des responsabilités importantes. Gabriel Hubert, notable du terroir socialement reconnu, en est un exemple représentatif. Docteur en pharmacie et médaillé de la Société de Pharmacie de Paris en 1921 mais aussi historien et archéologue, il devient membre de la Commission des monuments préhistoriques de la Mayenne en 1922, puis de la Commission des monuments historiques de l'arrondissement de Domfront en 1923 et de celle de Mayenne en 1925. En 1948, il est élu président de la Société Linnéenne de Normandie, puis inspecteur départemental pour l'Orne de l'Association Normande en 1950. En 1953, il est accueilli au sein de l'Académie des Sciences, Arts et Belles Lettres de Caen.

Tandis que la France est traversée par les profondes mutations socioculturelles des Trente Glorieuses, la société du PBN apparaît de plus en plus à contre-courant avec ces nouvelles réalités en devenant un lieu de sociabilités pour des élites conservatrices en quête d'affirmation sociale et politique.

L'élection au CA de la société savante demeure pour de nombreux notables locaux une marque d'honorabilité sociale et intellectuelle. Le PBN est donc jusqu'au début des années 1970 le lieu de convergence d'une sorte de gotha du Bocage : héritiers de la noblesse du terroir, membres de la bourgeoisie et élus locaux (maires, conseillers généraux, députés…), tous unis dans la défense de valeurs traditionnelles. Ce monde apparaît de plus en plus en décalage avec les normes et les valeurs de la nouvelle société française

qui émerge. Aux détours des correspondances privées entre ces membres, on saisit l'incompréhension, voire l'hostilité à l'égard de ces bouleversements sociétaux incarnés par les événements de Mai 1968.

Les valeurs conservatrices de ces élites se traduisent dans leur engagement politique à droite, voire à l'extrême-droite. Jacques Roulleaux-Dugage (1917-1993), fervent catholique et résistant giraudiste sous l'Occupation, et Maurice Duguey ont en commun leur attachement aux valeurs promues par la Révolution Nationale et leur soutien au Maréchal Pétain pendant la Seconde Guerre mondiale. Joseph Hamon, militant de l'Action Française dans les années 1930, a participé à la *Revue Universelle* de Jacques Bainville, royaliste et compagnon de route de Charles Maurras. Jean Fournée, sympathisant du mouvement héritier de l'Action française dans les années 1960, catholique pratiquant proche des milieux traditionalistes, est délégué de l'association *Una Voce* opposée aux évolutions de Vatican II. D'autres dirigeants de la société savante, bien que plus modérés et progressistes, sont aussi porteurs de valeurs chrétiennes. C'est le cas du député Émile Halbout, empreint de catholicisme social, qui est à l'origine de la création de la section flérienne de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) dans les années 1930. En revanche, aucun élu de gauche ne siège au CA de la société avant les années 1970.

Le PBN devient ainsi le lieu de survivances d'un monde passé entretenu par ces élites. Cette nostalgie s'exprime dans l'attachement à une tradition antijacobine propre à l'histoire du Bocage. La revue fait une large place aux articles relatifs à la contre-révolution et cette production historique n'est que le prolongement d'un engagement plus militant. Parmi les élus et auteurs, Alfred Chaudeurge, né en 1908, sympathisant royaliste, grand admirateur de l'intellectuel monarchiste Jean de La Varende, est un membre actif de l'association du Souvenir de la Chouannerie française présidée par Jean Fournée. Cette culture de l'Ancien Régime se pérennise aussi par l'élection au CA de dépositaires de ce passé révolu comme le marquis de Frotté (1873-1953), descendant de Louis de Frotté, chef de la chouannerie normande. Les lieux de mémoire de la contre-révolution tels que les châteaux ayant appartenu à ces familles nobles sont étudiés, ainsi que leurs chartriers. La présence au bureau de Jean Durand de Saint-Front, généalogiste reconnu et fondateur de la librairie Saint-Hélion à Paris, auteur de l'ouvrage *Filiations bretonnes* (1976), permet d'alimenter cette culture de l'Ancien Régime par un accès aisé aux archives nobiliaires privées.

À la fin des années 1960, le vieillissement et la disparition des leaders charismatiques provoque un certain essoufflement de la société savante. Toutefois, l'adhésion de jeunes étudiants caennais à partir de 1970 provoque un renouvellement rapide tant sociologique que culturel.

Ruptures et renouvellements au sein des élites du PBN à partir de 1970

« Une petite révolution s'est produite »[7], c'est en ces termes que Gérard Bourdin (1949-...), président du PBN, analysait en 2002 le renouvellement des élites dirigeantes de la société savante à partir de 1970.

[7] Bourdin G., « À Gérard Louise », *Société historique et archéologique de l'Orne*, 2002, p. 113.

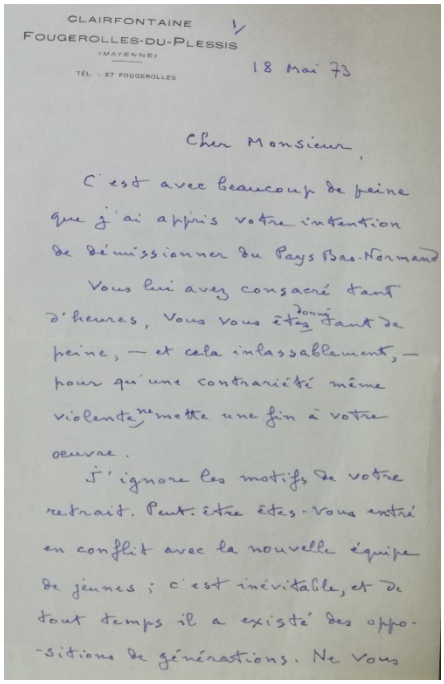
Cette année inaugure la « décennie de la rupture »[8] avec l'adhésion de nouveaux membres et leur différenciation progressive qui conduit inexorablement à la scission[9].

En 1970, Yves Letortu (1945-), fils d'un cidrier-distillateur intégré dans les milieux de la bourgeoise flérienne et jeune étudiant en histoire à Caen, entre au bureau de la société comme secrétaire-adjoint aux côtés de sa mère, Jeanne Bréfort, née en 1922, bibliothécaire municipale de Flers, élue trésorière du PBN. Rapidement, Yves Letortu invite des amis étudiants à Caen ou de jeunes historiens autodidactes à rejoindre la société. Certains sont élus au bureau comme Gérard Bourdin, étudiant en histoire qui adhère au PBN en 1971 puis en devient secrétaire-adjoint dès 1973. Yves Letortu, à la tête de ce groupe naissant d'adhérents, s'assure bientôt une majorité au CA.

Cette équipe rajeunie se différencie peu à peu et affiche une volonté de renouveau pour juguler la chute inquiétante du nombre d'adhérents (de 594 à 378 de 1968 à 1972). Les changements proposés suscitent des tensions et divisent la vieille garde entre d'un côté les conservateurs et de l'autre les progressistes qui soutiennent la rénovation du PBN. Une relation de concurrence et un conflit de pouvoir entre Grandin et Letortu s'installent donc à la direction de la société. Letortu dénonce l'élitisme, le conservatisme et la vision archaïque du secrétaire général, tandis que ce dernier condamne l'entrisme de son opposant et sa volonté de sacrifier la qualité scientifique de la revue par la tentation de la vulgarisation, afin de séduire de nouveaux adhérents.

La gestion administrative échappe progressivement à Jean Grandin qui s'oppose à un ensemble d'initiatives portées par la nouvelle équipe. Celles-ci renversent les traditions et remettent en cause le pouvoir solitaire et l'autorité jusqu'alors incontestés du secrétaire général. Ce dernier est peu à peu marginalisé au sein du bureau et « placardisé » par Yves Letortu qui s'impose comme le nouveau leader. De plus, l'arrivée massive d'élus flériens au CA déplace le centre de gravité de la société, noyautée depuis 1945 par les élites domfrontaises, vers Flers qui accueille à partir de 1972 le secrétariat de l'association et devient le lieu d'impression de la revue. Afin d'accroître les adhésions, la nouvelle équipe propose un rapprochement avec la région viroise, associée à l'origine au PBN, par l'intermédiaire de Mlle Lelégard, conservatrice de la bibliothèque municipale et du musée de Vire et amie de Jeanne Bréfort. Par ailleurs, composé jusqu'alors d'un ensemble d'articles, le bulletin devient à partir de 1972 une revue illustrée à thème unique. Enfin, les excursions sont développées à l'échelle régionale et des voyages à l'étranger sont organisés. Toutes ces innovations suscitent la colère de Jean Grandin considérant ces évolutions comme contraires aux principes fondateurs de la société savante. C'est donc dans ce climat tendu qu'intervient la rupture en septembre 1973, avec la démission du secrétaire Jean Grandin et d'une partie des membres du CA.

[8] Témoignage écrit de Jean-Claude Ruppé du 31 juillet 2016.
[9] Pluet-Despatin J., « Une contribution à l'histoire des intellectuels : les revues ». *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 20, mars 1992.



CLAIRFONTAINE
FOUGEROLLES-DU-PLESSIS
(MAYENNE)
TÉL. : 27 FOUGEROLLES

18 Mai 73

Cher Monsieur,

C'est avec beaucoup de peine que j'ai appris votre intention de démissionner du Pays Bas-Normand. Vous lui avez consacré tant d'heures, vous vous êtes donné tant de peine, — et cela inlassablement, — pour qu'une contrariété même violente mette une fin à votre œuvre.

J'ignore les motifs de votre retrait. Peut-être êtes-vous entré en conflit avec la nouvelle équipe de jeunes ; c'est inévitable, et de tout temps il a existé des oppositions de générations. Ne vous

Archives départementales de l'Orne. Fonds GRANDIN. 240 J 21.
Lettre du 18 mai 1973 de Jean Durand de Saint-Front à Jean Grandin.

Au-delà du conflit de personnes et des divergences sur le devenir du PBN, les causes profondes de la « révolution » de 1973 se situent dans la querelle générationnelle opposant les « Anciens » aux « Modernes », querelle dont les protagonistes de l'époque saisissent la réalité[10]. Les différences d'âge sont marquées entre les anciens dirigeants, génération de l'entre-deux-guerres et de la guerre, et cette nouvelle équipe de vingtenaires baby-boomers, génération de la non-guerre. Cette génération montante, jouissant de la prospérité et de l'assurance offertes par les Trente Glorieuses, est aussi porteuse de normes et de valeurs étrangères, voire opposées à celles de leurs aînés. De plus, ces jeunes adhérents sont associés aux bouleversements de Mai 1968 qui ont suscité le rejet des élites conservatrices. Ce sont aussi deux générations enseignantes opposées qui s'affrontent avec d'un côté les acteurs d'une école traditionnelle et élitiste et de l'autre de jeunes professeurs qui font leurs premières armes dans un enseignement secondaire démocratisé et rénové.

Cette scission au sein des élites de la société savante amorce un renouvellement générationnel. Les moins de trente ans, absents jusqu'alors, arrivent en force représentant jusqu'à un tiers des membres du CA en 1975. L'âge moyen des élus chute passant de 67,4 ans en 1970 à 48,5 ans en 1976. Dans les années 1980, cette génération désormais de trentenaires et de quadragénaires reste aux commandes ; en 1989, la moitié des membres élus appartiennent à la classe d'âge des 30-45 ans tandis que les moins de trente ans n'en représentent plus que 4,5 %.

Ces nouveaux adhérents se distinguent de leurs aînés par leurs origines sociales. Ils sont issus des milieux populaires (ouvriers flériens, petits paysans du Bocage, …) et des petites classes moyennes,

[10] Archives départementales de l'Orne. Fonds GRANDIN. 240 J 21.

étrangers aux réseaux culturels traditionnels des élites locales. Eveillée à la culture par l'école, vecteur d'ascension sociale, cette génération bénéficie de la massification et de la démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur[11]. L'enseignement supérieur fournit de plus en plus de jeunes diplômés en sciences humaines issus des classes moyennes qui détrônent les élites culturelles locales en investissant leurs lieux de pouvoir comme les sociétés d'érudition. Ces nouvelles élites se distinguent aussi de leurs aînés par leur sécularisation et leur attachement aux valeurs de la gauche et du centre-gauche. Les courants démocrate-chrétien, radical-socialiste, socialiste et même communiste sont désormais représentés à la tête de la société. En revanche, ayant gonflé les rangs des « piétons de Mai »[12] au printemps 1968, peu se reconnaissent dans les thèmes du gauchisme, exprimant davantage une volonté de renouveau et d'alternance politique portée par les nouvelles masses sociales. Cette nouvelle équipe qui prend le pouvoir est donc le produit des mutations profondes engagées depuis les années 1960 dont Mai 1968 n'a été que le révélateur, même si cette « révolution » au sein du PBN est aussi, de l'aveu des protagonistes, « l'écho » de Mai 1968[13]. Elle inaugure un renouvellement en profondeur qui va marquer la société savante jusque dans les années 1980 et qui s'inscrit, à une autre échelle, dans l'esprit de changement de cette période de « l'entre-deux-mai 1968-1981 »[14].

Dans les années 1970-1980, les anciens notables locaux s'effacent donc peu à peu à la tête de la société savante devant les professionnels de la culture et de l'enseignement dont le nombre augmente. En 1970, le monde de la culture (archivistes, conservateurs du patrimoine, bibliothécaires, ...) ne représente que 7,7 % des élus au CA mais 21 % en 1973 et 26 % en 1985. Le monde de l'éducation investit plus largement encore la direction du PBN. Alors qu'il constitue moins d'un cinquième des élus en 1971, cette proportion passe à un tiers en 1975 et 42,8 % en 1988. En 1989, deux tiers des élus appartiennent à l'un de ces deux secteurs professionnels. *A contrario*, les professions libérales désertent peu à peu la direction de la société. Tandis qu'elles forment presque un tiers des élus en 1970, elles n'en représentent plus que 11 % en 1975, 8,3 % en 1982 et 4,5 % en 1989. Il en est de même pour les chefs d'entreprise, qui constituent 15,3 % des membres du bureau en 1970 et 4,5 % en 1989. Par ailleurs, d'autres catégories sociales (artisans, employés) rejoignent progressivement le cercle des décisionnaires formant 10,5 % des membres du CA en 1973 et 23,8 % en 1988.

La décennie des années 1970 est donc celle de l'émergence *ex-nihilo* d'une nouvelle génération intellectuelle qui investit les espaces traditionnels de sociabilités culturelles. La révolution de 1973 inaugure une période de renouveau tant dans l'esprit que dans les pratiques de la société savante.

[11] Rioux J-P. et Sirinelli J.-F., *Histoire culturelle de la France. Tome 4. Le temps des masses. Le XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2005, p. 333.
[12] Expression de J.-F. Sirinelli.
[13] Rioux J-P. et Sirinelli J.-F., *op.cit.*, p. 328 ; Ory Pascal et Sirinelli J.-F. *Les intellectuels en France. De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Perrin, 2004, p. 332.
[14] *Idem*.



La refondation du bulletin de la société savante en une revue scientifique à partir de 1973.

En 1974, la volonté de rénovation du PBN s'exprime dans la rédaction de nouveaux statuts et la refondation du bulletin de la société en une revue historique et scientifique[15]. L'étude de Gérard Bourdin sur *Politique et Religion dans l'Orne. 1900-1936*[16] peut être considérée comme l'article unique qui inaugure ce changement. L'ouvrage reprend la nouvelle maquette typographique réalisée par Adolphe Cabon (1903-1975) qui exprime une identité et un esthétisme nouveaux. Il symbolise surtout un virage éditorial puisque cette publication brise un ancien tabou exprimé dans les statuts fondateurs de la société en 1908 en traitant de questions politiques et religieuses. La préface du président René Jouanne est aussi perçue comme le soutien à cette nouvelle dynamique d'une partie des anciennes élites : « Les sociétés savantes se doivent d'accueillir l'histoire politique contemporaine au même titre que l'histoire économique et sociale, pourvu qu'elle soit impartiale ». Sans négliger l'héritage de l'histoire totale des Annales, cet article est le signe annonciateur de l'entrée en force d'une nouvelle histoire politique portée par ces étudiants formés à l'université de Caen par Gabriel Désert[17]. Cet enfant du Bocage, devenu professeur de la faculté de Caen, anime le séminaire d'Histoire contemporaine et dirige le Centre de Recherches d'Histoire Quantitative de 1973 à 1988. Intégré aux réseaux des sociétés savantes en tant que membre du CTHS, il succède en 1972 à Michel de Boüard à la direction des *Annales de Normandie*. Il initie ses élèves dont une partie rejoint la société savante, à une méthodologie totalement novatrice basée sur l'histoire sérielle qui bouscule l'écriture érudite traditionnelle. Le PBN devient rapidement une tribune pour cette nouvelle génération intellectuelle de province en publiant leurs travaux universitaires. De 1974 à 1991, la société publie 23 numéros à partir de thèses ou de mémoires de maîtrise[18]. Par ailleurs, à partir de 1973, les publications suivent les évolutions historiographiques grâce aux recherches de certains de ses membres influents. Gérard Bourdin, professeur

[15] Pluet-Despatin J. *op. cit.*, p. 129, 1992.
[16] Bourdin G., « Politique et religion dans l'Orne (1900-1936) », *Le Pays Bas-Normand*, n° 134, 1974.
[17] Bertaux J.-J., Garnier B., « Nécrologie de Gabriel Désert, 1924-2004 », *Les Annales de Normandie*, n° 54, 2004, p. 2-10. p. 2-10, 2004).
[18] Ruppé J.-C., 1993, *op. cit.*

d'histoire, secrétaire-adjoint de la société de 1973 à 1988, vice-président à partir de 1989 puis président depuis 2001, correspondant de l'Institut d'Histoire du Temps Présent dès les années 1980, participe largement à l'introduction de l'histoire immédiate et de l'histoire culturelle dans les années 1990. De plus, devenus enseignants du secondaire ou archivistes départementaux pour la grande majorité d'entre eux, ils restent intégrés aux réseaux universitaires régionaux et permettent ainsi au bulletin de la société de s'imposer comme une revue scientifique avec la parution de travaux novateurs, en collaboration avec le CNRS, qui s'aventurent dans d'autres champs disciplinaires tels que la musicologie ou l'ethnologie.

Parmi ces jeunes auteurs publiés par la société savante, certains deviennent les nouvelles figures intellectuelles régionales dans les années 1990-2000. Guy Verron (1940-), archéologue, élu au CA de la société en 1973, poursuit une brillante carrière à la DRAC. Il est nommé directeur des Antiquités préhistoriques de Basse-Normandie puis devient conservateur en chef du patrimoine. Gérard Louise est sans doute l'exemple le plus éloquent. Issu du milieu ouvrier flérien, il est formé à l'université de Caen et soutient en 1974 sous la direction de Lucien Musset un mémoire de maîtrise publié en 1976 par le PBN dont il rejoint le bureau en 1982. Professeur du secondaire, agrégé en 1980, il présente en 1988 une thèse sur la seigneurie de Bellême, sous la direction d'André Debord, qui paraît aussi au PBN en 1990-1991. Il devient maître de conférences puis professeur à l'université de Bordeaux III, puis à Nantes en 1999 tout en maintenant des relations étroites avec le CRAHM de Caen. Il est aussi membre du comité de rédaction de la revue *Tabularia* et devient même l'un des organisateurs des Rencontres internationales d'archéologie et d'histoire en Périgord. Figure intellectuelle reconnue à l'échelle nationale, il est désigné pour succéder en 1996 au président Jean Fournée, à la tête de la société qu'il dirige jusqu'à sa mort en 2001.

Le désir de changement se traduit par la remise en cause de certaines pratiques de sociabilités. Le « ni messe, ni nécrologie » devient le nouveau credo de l'équipe dirigeante. Même si elles ne disparaissent pas totalement du bulletin du PBN, les pratiques de l'entre-soi se font plus rares avec la suppression de certaines rubriques (nécrologies, décorations, mariages, décès, …). Par ailleurs, cette génération sécularisée n'organise plus de messes lors des excursions proposées par la société.

La nouvelle équipe œuvre à un fonctionnement plus démocratique. Le nombre d'élus au CA augmente (18 en 1974 et 22 en 1989). La société recrute dans les classes moyennes modestes ou les milieux socioculturels jusqu'à alors étrangers aux cercles érudits. Elle compte parmi ses membres des artisans et des employés sans aucune formation universitaire mais qui sont représentés au CA (11 % des élus en 1974, 25 % en 1979, 22,7 % en 1989). Par ailleurs, certaines pratiques élitistes de recrutement, telles que le parrainage ou l'élection au bureau de notables locaux pour leur prestige social ou politique, tendent à disparaître.

Ce souhait d'une démocratisation culturelle est porté par un ensemble d'initiatives. Les voyages et surtout les excursions jusqu'alors réservées aux sociétaires propriétaires de voitures individuelles sont désormais accessibles aux non-sociétaires et des cars sont affrétés pour les transports. Des cours de paléographie ouverts à tous sont organisés. Enfin, cette nouvelle génération participe à l'aventure des radios libres grâce à deux professeurs de Flers, Jean-Luc Normand et Jean-Claude Ruppé. Entre 1982 et 1987, le

PBN anime l'émission « En direct du passé » sur Radio-Tonique, radio associative flérienne créée en janvier 1892. Au total, 130 émissions sont ainsi réalisées[19]. L'élargissement se poursuit en 1983 avec Gérard Villeroy, restaurateur, élu au CA depuis 1977 qui crée avec Guy Peschet, artisan-menuisier, le cercle généalogique du PBN et permet ainsi de diversifier l'origine socioculturelle des adhérents. Souhaitant aussi maintenir un recrutement de jeunes étudiants, le PBN propose un prix de 500 francs pour récompenser des travaux universitaires publiés par la société. Ces nouvelles élites, dont un bon nombre d'enseignants, ont le sentiment d'avoir en tant que « intellectuels de campagne »[20] un rôle culturel à jouer et la société savante en devient l'outil.

Sous l'impulsion de cette nouvelle génération, cette société marquée jusqu'alors par un profond élitisme social et culturel devient une société plus « populaire » tout en conservant une exigence scientifique forte.

Cette « petite révolution » a pour effet immédiat de redynamiser une société savante moribonde. Le nombre d'adhérents augmente de façon significative, gage d'une réception positive de ces nouvelles élites. Le PBN comptabilise 360 membres en 1972, 436 à la fin de l'année 1973 et 519 en 1977 soit une augmentation de 44 % des effectifs de la société en l'espace de 6 ans.

Cette équipe rajeunie trouve grâce également auprès des collectivités territoriales qui reconnaissent le dynamisme et la crédibilité scientifique de la société savante. Les principales municipalités du Bocage maintiennent leur soutien actif par le versement de subventions et l'accueil des manifestations du PBN. Dans les années 1970 et 1980, la société bénéficie aussi du parrainage bienveillant des institutions culturelles grâce aux relations privilégiées du président Jean Fournée avec Françoise Mosser, directrice de la DRAC, ou par la présence au CA des directeurs des archives départementales.

La société historique bénéficie d'une réputation de qualité scientifique auprès des réseaux universitaires et érudits grâce aussi à certains de ses membres : Gérard Bourdin, chercheur associé au CRHQ et correspondant de l'IHTP, Michèle Lavollé, ingénieur cartographe CNRS à l'université de Caen, ou encore Jean Fournée lié aux médiévistes de renom comme Michel Fleury. Les revues scientifiques régionales comme les *Annales de Normandie* relaient les activités et publications du PBN, de même que la revue de vulgarisation nationale *L'Histoire* grâce à l'appui du géographe Pierre George. L'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie, dont bon nombre d'élus du PBN sont membres, devient aussi un outil de popularisation de la société savante. À une autre échelle, des universités étrangères sont abonnées à la revue du PBN en raison de la qualité de ses publications.

Avec la rupture de 1973, si la société savante devient le lieu d'expression de nouvelles élites culturelles issues de la génération des baby-boomers, elle reste marquée, au-delà des apparences, par

[19] Ruppé J.-C., « Le Pays Bas-Normand sur les ondes », *Le Pays Bas-Normand*, n° 192, 1988, p. 83-90.
[20] Témoignage oral de Gérard BOURDIN en 2005.

certaines permanences tant dans les pratiques de sociabilités que dans le maintien aux commandes d'une partie des élites traditionnelles.

Amalgame générationnel, continuités et changements après 1973

Des années 1970 au début des années 1990, le PBN devient le laboratoire d'expérimentation de l'amalgame générationnel comme l'évoque certains acteurs de la nouvelle vague : « ça a été une période de transition d'une génération à l'autre. Il y a eu des cohabitations »[21] et une « coexistence de deux mondes[22] ». Représentant 62,5 % des membres du bureau en 1971, les plus de 60 ans forment encore 40 % de l'ensemble des élus en 1976 et 27,2 % en 1989. En effet, si une partie de la vieille garde quitte la société savante, une autre dont le président René Jouanne en tête, accepte les mutations en cours avec une forme de bienveillance paternelle. Ces jeunes recrues deviennent rapidement les dépositaires d'un héritage culturel et de pratiques érudites traditionnelles. Peu à peu, des liens d'amitié forts et une réelle complicité intellectuelle unissent certains membres de ces « deux mondes » socialement, culturellement et parfois politiquement si différents. Cet amalgame générationnel s'exprime dans la direction bicéphale de la société savante de 1973 à 1996 avec le jeune secrétaire général Yves Letortu, véritable cheville ouvrière du PBN, et les présidents René Jouanne puis Jean Fournée. La disparition de ce dernier en 1997 tourne une page du PBN, celle de l'ancien monde de l'érudition savante.

Après la rupture de 1973, on assiste à un effacement relatif des personnalités politiques élues au CA, mais les nouvelles élites culturelles ne s'affranchissent pas totalement de cette tutelle. Si l'influence exercée est moins évidente, elle se manifeste de façon visible à l'occasion des moments forts de la société (anniversaires, ...) par une représentation publique des élus. Les liens avec le monde politique s'entretiennent en coulisses pour garantir le maintien de sources de financement. Jusqu'en 1993, la présence au CA d'Emile Halbout, ancien député, vice-président du Conseil Général et ancien maire de Flers, permet d'assurer un ensemble de subventions départementales et municipales au PBN. Par ailleurs, des membres de la nouvelle équipe s'engagent dans l'action politique. Sous Valéry Giscard d'Estaing, Gérard Bourdin milite au parti des Radicaux de Gauche et soutient François Doubin puis le socialiste Michel Lambert à partir de 1981. D'autres sont élus dans les principales municipalités du Bocage comme Bernard Desgrippes, maire-adjoint de Domfront et suppléant du député UDR puis RPR Daniel Goulet. Enfin, une nouvelle génération d'élus de gauche adhère au PBN comme Michel Lambert, né en 1942, professeur, député socialiste de 1981 à 1993 et maire de Flers de 1989 à 2001.

La prise d'autonomie des élites culturelles à l'égard du politique s'avère donc très relative. En outre, facteur d'unité pour les élites traditionnelles, les idées politiques risquant de devenir source de divisions

[21] *Idem*.
[22] Témoignage écrit de Jean-Luc NORMAND daté du 2 mai 2016.

intergénérationnelles, les membres de la société affichent une volonté d'apolitisme évident après 1973. Comme le souligne Jean-Luc Normand, « Tout le monde n'avait pas la même idée sur le Programme commun, Vatican II, la messe en français, et autres débats qu'il fallait savoir ou éviter ou aborder avec précaution ». La sociabilité érudite se construit désormais sur le lien intellectuel et non plus sur les affinités politiques ou l'homologie sociale. L'exemple le plus flagrant est sans conteste celui du monarchiste Jean Fournée qui participe à titre privé au financement de la publication de la thèse de Gérard Louise, membre du parti communiste, et qui désigne ce dernier comme son successeur potentiel à la présidence de la société en 1996.

Ce sont aussi les structures et les liens de sociabilités traditionnels qui subsistent et transcendent les renouvellements générationnels. L'identité de la société savante reste associée à des figures charismatiques incarnées, de 1979 à 1996, par le président Jean Fournée. Médecin, né en 1908 et issu de la bourgeoisie flérienne, il exerce à Torigni-sur-Vire de 1935 à 1942 avant de s'installer à Paris. Passionné d'histoire religieuse et auteur d'un doctorat sur les Saints en Normandie, il s'intègre rapidement aux cercles d'éruditions normands et parisiens. Il adhère à l'association normande pour les progrès de l'agriculture, de l'industrie et des arts et fonde en 1946 la société parisienne d'histoire et d'archéologie normandes qui publie les *Cahiers Léopold Delisle*. Il préside aussi l'association régionaliste des Normands de Paris. Dans les années 1960-1970, il participe à la naissance d'associations de restauration des abbayes de Belle-Etoile et de la Lucerne aux côtés de l'abbé Lelégard. Membre du CTHS et siégeant à la fédération des sociétés historiques et archéologiques de Normandie, il permet au PBN de rester associé à un réseau élargi de sociétés savantes. En 1980, il obtient que le XV^{e} congrès des sociétés historiques et archéologiques de Normandie se tienne à Flers et que la publication des Actes soit assurée par le PBN. Ses liens avec les réseaux culturels et politiques à différentes échelles garantissent à la société une visibilité et un apport financier non négligeable.

Si la société affiche une volonté démocratique dans son fonctionnement, il s'avère que, dans les faits, certaines pratiques traditionnelles demeurent. Les rôles attribués au secrétaire général, véritable administrateur décisionnaire, et au président, vitrine de la société, restent inchangés. Le système de l'honorariat n'est pas abandonné. Par ailleurs, les membres élus voient leurs mandats incontestés et renouvelés tous les trois ans et c'est la démission ou le décès qui y mettent fin. C'est aussi, selon Gérard Bourdin, une « culture du silence » qui perdure car la prise de décision émane encore d'une autorité tutélaire et d'une partie seulement des membres du CA. Le président-démissionnaire propose son successeur potentiel et l'Assemblée générale ne fait qu'avaliser par un vote à l'unanimité le candidat mis en avant. La société savante reste aussi marquée par la domination masculine. En 1959, les femmes représentaient 13 % des élus, 20,8 % en 1982 et 22,7 % en 1989. De plus, elles n'accèdent toujours pas aux fonctions les plus honorables et influentes.

C'est aussi une culture érudite que la nouvelle génération assimile, dont une forme d'entre soi qui demeure un pilier de cette sociabilité savante. Cette culture de l'entre-soi refait surface à l'occasion de quelques rares pages nécrologiques et elle survit dans l'organisation des voyages et des excursions. Les anniversaires de la société sont l'occasion de cérémonies permettant la réactivation aux échelles locales et régionales du réseau érudit et politique, cérémonies au cours desquelles s'exprime une volonté de faire date. Une forme d'autocélébration des membres ne disparaît pas non plus. Les discours commémoratifs et les articles consacrés à l'histoire de la société savante et à ses personnalités influentes y participent largement.

Une production érudite traditionnelle se maintient avec une histoire du patrimoine bâti, des cultures locales, des personnages illustres du Bocage et des spécificités régionales. En 1983, la société savante renoue avec la tradition en rétablissant une chronique archéologique chère à une partie de l'ancienne génération.

La continuité s'exprime aussi jusque dans les années 1990 par une gestion financière qui échappe encore très largement aux circuits administratifs de financements publics nés de la politique de développement culturel promu par l'État, dans les années 1970-1980. Les recettes principales restent les cotisations des adhérents, les subventions municipales et le mécénat du président Jean Fournée. Ces élites renouvelées misent davantage, comme leurs aînés, sur le relationnel que sur l'intégration à des réseaux officiels de subventionnement public.

Par ailleurs, une nouvelle forme d'élitisme se substitue à l'ancienne. Elle n'est plus basée sur une origine sociale ou un prestige politique mais sur une reconnaissance de compétences intellectuelles et d'un parcours universitaire. Loin de représenter quantitativement la diversité socioprofessionnelle des adhérents, la composition du CA reflète la primauté des nouvelles élites culturelles professionnelles et le faible nombre d'élus non-diplômés de l'université. En 1973, 5,2 % des membres du bureau n'avaient pas suivi d'études supérieures. Si leur nombre augmente, ils ne représentent encore que 14,3 % des élus en 1980 et 22,4 % en 1989. Par ailleurs, les fonctions électives les plus importantes leur échappent.

En dépit de ses profondes mutations, le PBN demeure un espace d'expression pour quelques érudits locaux autodidactes, à la fois notables politiques à l'échelle communale et référents culturels. Représentant une partie des adhérents dans le cercle dirigeant, ces élus incarnent une droite populaire attachée à « une certaine culture du terroir, des manoirs et du "cru" paysan »[23] et pérennisent ainsi la sociabilité savante 19èmiste.

Les décennies 1970 et 1980 sont donc celles de la prise de pouvoir par une nouvelle génération de *baby-boomers* qui investissent les structures provinciales de domination intellectuelle et culturelle que sont les sociétés savantes. Porteuses de normes et de valeurs en partie opposées à celles de leurs aînés, ces nouvelles élites provoquent la rupture. Elles insufflent un renouveau qui bouleverse la sociabilité érudite sans pourtant renier une part de l'héritage des anciennes élites qui demeurent au sein de la société savante,

[23] Témoignage oral de Gérard BOURDIN en 2005, *op.cit*.

jusqu'au crépuscule du XX^{e} siècle. Ces bouleversements majeurs au sein du PBN sont l'écho des mutations socio-économiques et culturelles de la France des Trente Glorieuses. Cette génération dont le vieillissement est perceptible dès la fin des années 1980 bute aujourd'hui sur la question essentielle de son renouvellement. Enfin, se pose la question du devenir de ces structures de médiation culturelle confrontées à de nouvelles concurrences liées à l'évolution des médias.

Bibliographie

BERTAUX Jean-Jacques et GARNIER Bernard, « Nécrologie de Gabriel Désert, 1924-2004 », *Les Annales de Normandie*, n° 54, 2004, p 2-10.

BOURDIN Gérard, « Politique et religion dans l'Orne (1900-1936) », *Le Pays Bas-Normand*, n° 134, 1974.

BOURDIN Gérard, « À Gérard Louise », *Société historique et archéologique de l'Orne*, 2002, p 113.

CHALINE Jean-Pierre, *Sociabilité et érudition. Les sociétés savantes en France*, Paris, CTHS, 1995.

DUBOIS Vincent, « Élites cultivées et pouvoir local à Lyon à la fin du XIX^{e} siècle » *in* DUMONS Bruno et POLLET Gilles, *Élites et pouvoirs locaux*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1999, p 259-275.

ORY Pascal et SIRINELLI Jean-François, *Les intellectuels en France. De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Perrin, 2004.

PLUET-DESPATIN Jacqueline, « Une contribution à l'histoire des intellectuels : les revues », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 20, mars 1992.

RACINE Nicole et TREBITSCH Michel (dir.), « Sociabilités intellectuelles. Lieux, milieux, réseaux », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 20, mars 1992.

ROUX Jean-Pierre et SIRINELLI Jean-François, *Histoire culturelle de la France. Tome 4. Le temps des masses. Le XX^{e} siècle*, Paris, Seuil, 2005.

RUPPÉ Jean-Claude « Le Pays Bas-Normand et ses historiens. Introduction à l'histoire du Bocage ornais », *Le Pays Bas-Normand*, n° 212, 1993.

RUPPÉ Jean-Claude, « Le Pays Bas-Normand sur les ondes », *Le Pays Bas-Normand*, n° 192, 1988, p 83-90.

SAGNES Sylvie, « Laisser une trace », *Socio-anthropologie,* n° 12, 2002, [En ligne], mis en ligne le 15 mai 2004, consulté le 03 août 2015, URL : http://socio-anthropologie.revues.org/152

SIRINELLI Jean-François (dir.), « Générations intellectuelles. Effets d'âge et phénomènes de génération dans le milieu intellectuel français », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 6, novembre 1987.

SIRINELLI Jean-François, *Génération sans pareille. Les baby-boomers de 1945 à nos jours*, Paris, Tallandier, 2016.